

Gaza, Cisjordanie, Jérusalem Est : le pire est-il à venir pour les Palestiniens ?

Le cessez-le-feu à Gaza signé entre Israël et le Hamas est opérationnel depuis le 19 janvier. Il tient malgré sa fragilité et apporte un extrême soulagement aux souffrances des habitants de Gaza dénués de tout. S'il est essentiel qu'il soit pérenne, il ne met pas fin à la violence coloniale ni à l'oppression. Il n'est pas une solution.

Israël, avec le soutien inconditionnel des Etats-Unis et la complicité tacite de la plupart des états européens, poursuit et même intensifie en ce moment ses crimes de guerre et contre l'humanité à l'encontre des Palestiniens.

Après 471 jours de génocide à Gaza et un bilan des morts qui pourrait bien dépasser 200 000 Palestiniens, le nouveau président des EU reprend à son compte le projet des gouvernants israéliens d'extrême droite d'un transfert forcé des Gazaouis hors de leur territoire. Quelles que soient les raisons invoquées, la réalisation d'une telle expulsion est qualifiée par le droit international et les conventions de Genève de crime contre l'humanité. Et les Palestiniens savent tous que, si cela devait se produire, ils ne pourraient jamais remettre un pied sur leur terre.

En Cisjordanie, dès le lendemain de la trêve à Gaza, Benjamin Netanyahu a lancé l'opération « Mur de fer » qui cible les camps de réfugiés palestiniens en particulier celui de Jénine, massivement détruit et dont 15000 habitants sont depuis à la rue. La Cisjordanie est plus que jamais menacée d'annexion, projet « boosté » par l'élection de Donald Trump. Les 3,2 millions de Palestiniens qui y vivent n'auront d'autre choix que de se soumettre à l'apartheid de l'occupant ou de s'exiler. Dans tout ce territoire sous blocus militaire, les colons israéliens s'acharnent contre les Palestiniens avec un sentiment d'impunité redoublé depuis la levée par Donald Trump des sanctions à leur encontre.

A Jérusalem-Est, le nettoyage ethnique s'intensifie : les Palestiniens sont privés depuis le 1^{er} février de l'aide alimentaire, médicale, éducative apportée par l'UNRWA. Israël vient d'interdire sur son sol la présence et les activités de cette organisation internationale d'aide aux réfugiés palestiniens qui officie depuis 1949.

Nous sommes donc bien loin d'une évolution vers une paix juste et durable dans le respect du droit international dont les Nations Unies sont le garant. Bien au contraire, Israël, les Etats-Unis et leurs alliés utilisent de multiples procédures pour invalider les ordonnances de la CIJ et les mandats d'arrêt émis par la CPI concernant la guerre menée par Israël contre les Palestiniens.

La mobilisation en solidarité avec la Palestine est présente partout dans le monde. En France, notre présence dans les mobilisations est indispensable pour dénoncer le silence complice de nos gouvernants et le naufrage éthique de la presse dominante devant les crimes commis par Israël.

Venez nombreux !

Rejoignez les groupes locaux AFPS:



Evry Palestine contact@evrypalestine.org

L'Olivier AFPS Corbeil-Essonnes olivier.palestine.corbeil@gmail.com

